

Chers camarades, chers collègues

Si je prends la parole aujourd'hui au nom du **Syndicat Général des Transports Rhône-Alpes Sud-Est**, c'est pour porter une réalité simple, concrète, et parfois brutale :

celle du terrain.

Une réalité qui tient en deux urgences majeures :

- **la pertinence de nos formations**
- **et la survie financière de nos structures locales.**

1. La formation : un besoin vital, pas une option

Nous partageons tous ici la conviction qu'il faut des formations interprofessionnelles et des formations fédérales.

Mais dans nos métiers, nous n'avons pas le luxe de l'abstraction. *« les maladies professionnelles, le handicap et l'inaptitude ne sont pas des concepts abstraits : c'est notre quotidien ».*

Et pour y faire face, nous avons des outils dédiés au sein de la branche **avec des régimes particuliers liés à notre pénibilité si particulière**

Alors pourquoi vouloir diluer ces thématiques dans l'interprofessionnel, qui ne connaît même pas nos organismes ?

Pourquoi risquer de perdre en efficacité ce que nous avons mis des années à construire ?

Nous le disons clairement : ➡

Les formations portant sur la pénibilité et les SSCT doivent rester traitées par la Fédération.

C'est une question de cohérence, de compétence et d'efficacité.

2. Des formations indispensables... mais inaccessibles

Parlons maintenant des outils de gestion : **GASEL, OSCAR**, et tous ceux qui permettent à nos syndicats de fonctionner. Ces formations devraient être **gratuites**, car elles servent à faire vivre nos instances.

Aujourd'hui, on demande à un syndicat de payer **50 € par jour et par militant**. Dans le même temps, ce même syndicat ne perçoit que **0,26 % de la cotisation des adhérents**. Cherchez l'erreur.

Et pourtant, la Confédération écrit noir sur blanc : « *toute personne qui adhère sera formée* ».

Alors posons la question calmement, mais fermement :

☞ **Devons-nous contracter des crédits pour tenir une promesse qui n'est pas la nôtre ?**

- Former nos militants ne doit pas devenir un luxe.
- Former nos militants ne doit pas mettre nos syndicats en danger.
- Former nos militants doit redevenir un droit, pas un coût.

3. Notre engagement interprofessionnel : une force, pas une charge

Nous sommes présents dans la vie interprofessionnelle. Nous participons au **Coup de Boost**, aux campagnes de syndicalisation, aux actions de visibilité.

Nous allons là où la CFDT est moins présente, là où les salariés sont isolés, invisibles, parfois oubliés.

Dans les stations de ski, dans les zones touristiques, dans les emplois saisonniers, nous sommes là et nous apportons protection, conseils, soutien juridique.

Et notre action ne s'arrête pas là : ☞

- Réponse à la carte »,
- Tractages,
- Développement interpro...

Nous sommes partout où les salariés ont besoin de nous.

Je veux remercier chaleureusement toutes celles et ceux qui donnent de leur temps, de leur énergie, de leur cœur.

C'est grâce à vous que nous faisons vivre une CFDT **forte, proche, solidaire**.

4. La CNAS et la trésorerie : un système qui doit changer

Et c'est ici que le bât blesse. Car pendant que nous faisons le travail, pendant que nous clôturons les dossiers CNAS, pendant que nous accompagnons les salariés... le système se grippe.

Les délais de versement vers les URI sont interminables. L'URI Auvergne-Rhône-Alpes ne reverse qu'une fois par trimestre.

Résultat :

- 5 550 € dus par la CNAS,
- 1 360 € dus par l'URI,
- → 6 910 € qui manquent à l'appel.

« Comment voulez-vous que les syndicats de terrain fonctionnent si nous devons continuellement jouer le rôle de banquier ? »

Le militantisme, ce n'est pas courir après des remboursements internes. Le militantisme, ce n'est pas faire des avances de trésorerie. Le militantisme, c'est défendre les salariés.

Nous avons 7 défenseurs syndicaux, 5 départements, 40 dossiers par an. Nous ne pouvons pas, en plus, devenir comptables, banquiers ou gestionnaires de flux.

5. Conclusion : donnons aux syndicats les moyens de militer

Il est temps de revoir les règles. Il est temps de redonner de l'air aux syndicats. Il est temps de remettre les moyens là où se fait le travail : **sur le terrain**.

Nous demandons

- une CFDT qui forme sans fragiliser,
- une CFDT qui finance sans retarder,
- une CFDT qui soutient sans alourdir.

⇒ **Donnons aux syndicats les moyens de militer, pas de s'endetter.**

Nous remercions Celine Ruffier pour toutes ses actions avec les géorgiens en 2025
Je vous remercie

*3 chauffeurs bloqués en France
et la fédération et la confédération
ont fait le nécessaire pour que
ses chauffeurs rentrent chez eux.*